

Mercedes Volait
CNRS

Autres regards : Le Caire des urbanistes égyptiens de l'entre-deux-guerres

Résumé :

On ne saurait parler du Caire sans se référer à la somme de Marcel Clerget parue en 1934. S'il continue à marquer les représentations savantes de la capitale égyptienne, son essai de géographie historique pourrait bien être aussi l'un des jalons majeurs du processus de « médiévalisation » du Caire qui passionne désormais les chercheurs. L'hypertrophie des vieux quartiers y laisse une place marginale au reste de la ville – effacement qui se retrouve à d'autres niveaux (pictural en particulier). Sa partie moderne est en revanche bien plus présente dans l'esprit et les écrits des urbanistes égyptiens, pourtant strictement contemporains de ceux de Clerget, mais longtemps absents des bibliographies. En s'appuyant sur des textes peu ou pas connus, la parole est ici laissée à d'autres visions du Caire contemporain.

Le 7 mai 1929, Muhammad Mahmûd, président du Conseil en exercice, posait la première pierre du groupe d'habitations ouvrières à édifier à Sayyida Zaynab, l'un des projets-phare de la « politique de rénovation et de réforme » [*siyâsa al-tagdîd wa al-islâh*] promue par les Libéraux-Constitutionnels depuis leur arrivée au pouvoir quelques mois plus tôt (Volait 1995, 388). L'ensemble devait comprendre 150 immeubles de deux étages et faisait suite aux recommandations de la commission qui avait été chargée d'étudier l'extension de l'adduction d'eau dans les villages égyptiens et l'amélioration du logement ouvrier. Le projet établi en janvier 1929 par l'administration des municipalités et des commissions locales au ministère de l'Intérieur, sur des terrains des Domaines situés à Tall Ma'mal al-Bârûd, montre un tracé de cité-jardin, articulé autour de plusieurs *close* (cours ouvertes bordées de constructions en continu), ainsi qu'une future tranche destinée à résorber l'habitat précaire attenant de '*Ichâch al-sâqiyya*, littéralement les mesures du puits. D'ordonnance imposante et de solide construction, trois premiers blocs de 60 logements, conçus par l'architecte bulgare Michel Radoslavoff et réalisés en fin de compte par l'administration des Chemins de fer, sont inaugurés en juillet 1930 ; le reste de l'opération ne voit pas le jour (Volait 2005 : 311-314, ill. 88-90).

Un regard géographique

Le jeune géographe Marcel Clerget réside alors au Caire, où il prépare, en marge de l'enseignement donné à l'Université du Caire, un doctorat ès-lettres dédié à la capitale égyptienne, sous la direction d'Albert Demangeon (1872-1940), héritier et continuateur de la géographie humaine de tradition vidalienne. Fruit « d'un long séjour au Caire et de cinq années de recherche parfois laborieuses » (Clerget 1934 : introduction n.p.), la thèse aboutit à une somme de près de 800 pages, soutenue le 7 juillet 1934 à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris devant un

jury présidé par Emmanuel de Martonne et composé, outre Demangeon, d'Augustin Bernard, spécialiste des questions de colonisation, de Gaston Wiet, et de l'historien Henri Hauser (Avis de soutenance 1934). L'épisode des habitations ouvrières de Sayyida Zaynab n'y figure pas. L'ouvrage est de fait centré sur les quartiers anciens du Caire, dont la genèse historique et les fonctions économiques sont minutieusement développées ; le chapitre consacré à la typologie de « l'habitation indigène » est fondé sur des exemples exclusivement historiques ; « l'esthétique » de la ville moderne est expédiée en quelques pages. Essai de géographie urbaine revendiquant une conception organiciste et fonctionnaliste de la ville dans la lignée des travaux de Jean Brunhes et de Lucien Février, mais sans « déterminisme géographique » excessif, la thèse s'intéresse au « paysage urbain, sous lequel se dérobe la nature » (Clerget 1934). Echo direct des travaux de Demangeon (sa classification de l'habitat rural français parue en 1920, par exemple) et d'une école géographique attachée à identifier les éléments, structurants, de stabilité, l'approche de Clerget est aussi marquée par la tradition française d'étude topographique du Caire, préjugés inclus, à commencer par celui du « déclin turc » (Raymond 2004).

Son travail reçoit le meilleur accueil dans le milieu naissant de l'histoire urbaine développé autour de Marcel Poète (1866-1950), à en croire la recension dithyrambique de la thèse par son disciple, l'architecte et urbaniste Gaston Bardet (Bardet 1938), mais il est peu goûté dans le sérail académique. La diversité des questions traitées (Demangeon 1935 : 86-89), et sans doute plus encore les prises de position critiques vis-à-vis des autorités égyptiennes, hérissent le jury. Le rapport de soutenance est de fait rude pour Clerget :

« L'inexpérience des questions de géographie physique d'un côté, des principes de l'urbanisme moderne de l'autre, des lapsus difficilement évitables sans être un arabisant, une certaine jeunesse qui porte l'auteur à des jugements tranchants et plus ou moins justifiés, une rédaction qui paraît hâtive et embrouille les questions, un plan aboutissant souvent à des redites, tout cela diminue beaucoup la valeur de l'ouvrage et prête à des critiques multiples. On a reproché à Clerget d'avoir abordé les questions de morphologie sans y être préparé et de les traiter avec une légèreté qui va jusqu'à l'incompétence ; de donner au chapitre sur le climat un développement exagéré, en entassant les données sur chaque phénomène météorologique isolé sans essayer de faire un tableau synthétique et vivant ; de critiquer avec une dûreté excessive les insuffisances d'hygiène dans une ville peuplée en majorité d'indigènes illétrés et misérables, sans se demander si bien des reproches adressés au « Tanzîm » diffèrent sensiblement de ceux qu'on peut parfois faire aux municipalités de certaines villes occidentales ; de paraître ignorer la différence des deux écoles d'urbanisme dont il se réclame pour proposer aux Caireotes des améliorations plus ou moins justifiées par les conditions locales ; de se complaire dans les énumérations de produits, de métiers, de rues, que le lecteur suit difficilement, sans faire suffisamment ressortir les grandes lignes de l'évolution économique. » (Martonne 1934 : n.p.)

L'avalanche des commentaires critiques semble avoir laissé Clerget coi. La « passivité » du candidat n'arrange pas la situation ; la mention obtenue est simplement honorable. Conjuguée à des pressions de l'Ambassade d'Egypte

à Paris, la détestable soutenance a raison de sa carrière universitaire, aussitôt interrompue – la géographie universitaire se devait alors d'être plus réservée dans ses partis « citoyens », dirait-on aujourd'hui, plus déterminée en revanche dans ses positionnements disciplinaires et ses spécialisations (Bourgey 1991 : 134). Controversé en son temps, imprimé aux frais de l'auteur après que le gouvernement égyptien ait retiré l'aide envisagée, l'ouvrage a cependant fait date. Par sa méthode comme par sa visée : une longue immersion sur le terrain, la collecte d'un vaste corpus empirique, mobilisant des données secondaires variées, de la relation de voyage au rapport administratif, de la statistique à l'observation directe, au service d'un portrait de ville le plus complet possible. Il consacre en outre un regard – centré sur le coeur historique de l'agglomération – qui a connu également une large postérité. Le beau texte de Jacques Berque sur la Gamâliyya (Berque, 1974) s'inscrit dans cette filiation, séduite par la perception de « l'immémorial » et la quête de ses traces, mais dès lors moins attentive à l'élément perturbateur – la complète recomposition du Khân al-Khalilî, qui en avait pourtant bouleversé la géographie à la fin des années 1930 (Volait 1994), y est ainsi à peine mentionnée (« un dédale d'angles droits »). On pourrait multiplier les exemples dans l'abondante littérature que ne cesse de susciter Le Caire.

Cette centralité des quartiers anciens dans le regard porté sur la capitale égyptienne a pour corollaire un effacement des extensions modernes, qui se retrouve au niveau iconographique : que le médium employé soit la peinture ou la photographie, les vues du Caire moderne constituent une rareté – qui n'est pas même recherchée. Passé en vente publique en 2002, l'album absolument inédit du photographe Emile Béchard qui illustre les toutes premières constructions du nouveau Caire d'Ismâ'îl (Béchard, 1874) n'a pas trouvé preneur. Cette hypertrophie du centre ancien dans les représentations savantes et visuelles constitue une des figures de ce processus de « médiévalisation » du Caire, désormais scruté par la recherche (AlSayyad et al., 2005) et qui a lui-même une histoire fort ancienne, réactivée par l'érudition antiquaire du second XIX^e siècle, et bientôt matérialisée dans la pierre sous la houlette du très actif Comité de conservation des monuments de l'art arabe, créé par décret khédival du 18 décembre 1881.

Le visage moderne du Caire est en revanche bien plus présent, nécessité professionnelle oblige, dans les écrits et propositions des hommes de l'art qui eurent en charge les destinées édilitaires de la ville. On s'intéressera ici en particulier aux conceptions des urbanistes égyptiens de l'entre-deux-guerres, telles qu'elles ressortent de leurs travaux théoriques et des applications qu'ils en tirèrent¹. Un jalon majeur en est le plan d'aménagement du Caire dressé à la fin des années 1920 par Mahmûd Sabri Mahbûb en sa qualité de directeur du service du *Tanzîm* au ministère des Travaux publics, puisqu'à la différence d'autres grandes villes égyptiennes, Le Caire ne disposait pas

¹ Une version antérieure de ce texte est parue en anglais sous le titre « Town Planning Schemes for Cairo conceived by Egyptian Planners in the "Liberal Experiment" Period », in *Middle Eastern Cities 1900-1950: Public Spaces and Public Spheres in Transformation*, J. Skovgaard-Petersen (ed.), Proceedings of the Danish Institute in Damascus, I - 2001, p. 44-71.

alors d'une instance municipale (Abu-Lughod 1971 : 146-150), et dépendait donc, pour ses travaux « municipaux » [*al-a'mâl al-baladiyya*, pour utiliser l'expression contemporaine] (*Taqwîm* 1928 : 261), de l'administration centrale.

Ce document, publié en anglais par son auteur en 1934 (Mahboub 1934/35), retient l'attention à plus d'un titre. C'est le premier de son genre à avoir été dressé pour Le Caire depuis l'apparition quelques décennies plus tôt en Europe de la notion d'urbanisme prévisionnel, sous la poussée des tenants d'une régulation publique de l'expansion urbaine à des fins de réforme sociale (Sutcliffe 1981; Gaudin 1985 ; Topalov 1989). La pratique urbanistique change dès lors d'échelle comme de mission : à un art de l'embellissement réservé au coeur des villes, fait place un urbanisme de plan d'ambition régionale, qui cherche à maîtriser les phénomènes de spéculation, à orienter la croissance de l'urbanisation comme l'implantation des activités et, pour ce faire, à coordonner l'intervention publique. Fondé comme il se devait sur une enquête pluridisciplinaire (Mahboub 1934/35 : 288), ce plan d'aménagement accompagne l'évolution du Caire durant plusieurs décennies.

Une expertise locale

On peut s'étonner, au vu de la situation dans les autres pays de la région soumis à une occupation coloniale, que la charge d'établir un tel document ait pu revenir à un professionnel égyptien. En Turquie même, les urbanistes européens paraissent avoir dominé le terrain plus longtemps qu'en Egypte (Holod et al. 1984, Yerasimos 2004). Cette « exception » égyptienne tient, pour une large part, à l'effort ancien et récurrent consenti en matière d'instruction technique par ses gouvernants depuis les premières décennies du XIX^e siècle, qu'il s'agisse des missions scolaires envoyées à l'étranger, ou de l'institution, en Egypte même, d'établissements d'enseignement supérieur, ou de la combinaison des deux systèmes (Heyworth-Dunne 1939 ; Sâmî A. 1916). De la seule *muhandiskhâna* [Ecole polytechnique], sont sortis quelque 400 diplômés entre 1887 et 1921, et un nombre équivalent en suivait cette année-là l'enseignement (Sâmî M 1922 : 199, Ministry of Education 1921 : 50). Nombre de ces ingénieurs partirent parfaire leur formation à l'étranger, avec le soutien du gouvernement ou sur fonds propres. Certains, tel Mustafâ Fahmî (1886-1972), considéré comme le doyen des architectes égyptiens — *al-râ'id al-mi'mâri al-âwwal* ('Abd al-Gawwâd 1989 : 40)— et diplômé en 1912 de l'Ecole Spéciale des Travaux Publics de la ville de Paris, y effectuèrent leur entière scolarité (Volait 2005 : 276). Il fut estimé en 1914 que, toutes disciplines confondues, quelque 700 jeunes Egyptiens poursuivaient des études à leurs frais en Europe, contre 60 sur fonds publics (Sâmî A. 1916 : 73).

Il est possible que Mahbûb ait fait partie du lot, mais sa biographie demeure obscure. Tout au plus sait-on qu'il acquit une formation en génie civil sur le tas, comme assistant du chef des ingénieurs-voyers de la ville de Leeds, William Thomas Lancashire (Mahboub 1934/35 : 288), et devint en 1915 membre associé du *Royal Town Planning*

Institute de Londres (*Journal of the Town Planning Institute* 1915/16 : 115, 183), créé deux ans plus tôt. On retrouve sa trace en 1921 lorsqu'il obtient le titre de bey comme directeur des travaux au service du *Tanzîm* (*Dîwân Galâla al-Malik* 1952 : 336), parcours classique pour un ingénieur de retour de l'étranger (Reid 1977 : 373), mais rang déjà notable dans une hiérarchie dont les échelons élevés demeuraient phagocytés par des Britanniques (Milner 1921 : 657), au moins jusqu'à ce que la pression d'un mouvement national déterminé contraigne la Grande-Bretagne à mettre un terme en 1922 à son protectorat.

Cette Indépendance unilatéralement accordée était certes relative, mais n'en eut pas moins un impact certain sur la conduite des affaires domestiques (Marsot 1977). La dynamique d'égyptianisation accélérée de l'élite administrative en est une première illustration. Au ministère des Travaux publics, un remplacement rapide des cadres techniques européens à tous les échelons supérieurs peut être observé (Volait 2005 : 258-261). En 1927, Mahbûb est parvenu au rang d'inspecteur, en charge de l'aménagement des villes ; en 1930, il est directeur-général du service du *Tanzîm* (Ministère des Travaux Publics 1927, 1930), avant de prendre en 1934 la direction des Ponts et Chaussées. La modification des priorités budgétaires en constitue un autre effet. Alors que les secteurs « non-productifs » avaient tendu jusque-là à être les grands sacrifiés des arbitrages budgétaires, l'instruction, l'hygiène publique, et l'aménagement urbain voient leurs dotations au moins doubler après 1922 (Sirry 1933, Volait 2005 : 258). La capitale en est le premier bénéficiaire. La modeste unité consacrée aux « Travaux neufs » au sein du service du *Tanzîm* devient un bureau de l'urbanisme et des projets (Ministry of Public Works 1924 : 115), et reçoit pour principale mission, hormis l'entretien des berges du Nil ou la surveillance des constructions dans les cimetières, de contrôler « l'application des véritables principes de l'urbanisme et du mouvement des cités-jardins à l'expansion future du Caire » (*Taqwîm* 1928 : 261). C'est dans ce contexte que Mahbûb est amené à établir un plan général d'aménagement du Caire.

Un plan pour l'aménagement du Caire

La datation précise de son plan n'est pas connue, mais tout laisse à penser qu'il fut dressé entre 1926 et 1929, puisqu'il distingue comme « achevés ou en cours d'exécution » des travaux qui prirent place dans cette fourchette temporelle, tel le percement des rues al-Azhar et al-Amîr Farûq [désormais al-Gaych]. Il couvre une très large superficie de la région métropolitaine du Caire, bien au-delà de la surface bâtie d'une agglomération compacte qui comptait environ 800.000 habitants au recensement de 1917. Cette option provient de l'analyse critique que Mahbûb fait de « l'extraordinaire » développement urbain qu'a connu la ville, sur des bases « hautement défectueuses » à son sens, à savoir un développement spéculatif effréné. Faute de législation appropriée, l'autorité publique ne disposait pas des outils permettant de « faire valoir l'intérêt général sur les intérêts étroits et particuliers » (Mahboub 1934/35 :

289). En l'absence de réglementation de la construction et de la voirie autorisant le contrôle de l'activité immobilière d'une population en expansion et « imprégnée de modernisme », selon le mot de Mahbûb, de nombreux lotissements déficients se multipliaient, en particulier aux franges nord de l'agglomération, « avec des voies étroites, mal tracées, dépourvues de drain et de pavage, et dont les chaussées se transformaient, selon les conditions atmosphériques, en chemins boueux ou en pistes poussiéreuses ». Les seuls quartiers du Caire qui trouvaient grâce aux yeux de Mahbûb étaient ceux tracés sur des terrains domaniaux, à commencer par le quartier de Ismâ'îliyya (actuel centre-ville), loti durant le règne d'ismâ'îl, ou ceux urbanisés par les grandes compagnies foncières, tel Héliopolis, « la plus remarquable et importante initiative en matière d'aménagement urbain moderne jamais entreprise en Egypte » (Mahboub 1934/35 : 294), même si les normes adoptées dans chacune de ces opérations commençaient désormais à dater en regard « des idéaux modernes relatifs à la planification, au zonage et aux autres agréments publics ». La tendance croissante à bâtir toujours plus haut, sans limitation légale, empirait la situation, sur le plan de la circulation en particulier. Les « améliorations » apportées dans les vieux quartiers, les percées par exemple, avait été par ailleurs menées à bien sans la moindre considération pour leurs conséquences sociales. Aucune mesure législative n'avait accompagné la rénovation urbaine afin d'aider au relogement avec le concours financier ou sous la supervision des autorités. La suppression considérable de bâtiments en mauvais état avait donc précipité les propriétaires expropriés dans les filets des spéculateurs (Mahboub 1934/35 : 294). En bref, il y avait urgence à promouvoir une planification adéquate à tous niveaux, ce qui revenait à étendre en premier lieu le contrôle public et l'action gouvernementale.

De telles analyses sont l'écho direct des questions débattues au sein du *Royal Town Planning Institute* où, à l'initiative de Raymond Unwin, l'un des chefs de file du mouvement des cités-jardins, une longue discussion sur le contrôle public de la rénovation des quartiers existants avait été engagée (Unwin 1926). Vue d'Egypte néanmoins, l'insistance de Mahbûb sur la nécessité de l'encadrement public peut aussi se percevoir comme une critique implicite du « laissez-faire » prôné par les édiles britanniques du Caire en matière urbanistique, au profit de l'initiative privée. De façon plus générale, ils avaient une attitude en retrait sur les questions sociales, qui leur avait valu des réactions hostiles dans leur propre camp (Robertson 1908 : 93-106), et le soupçon que l'Angleterre rechignait à introduire réforme et progrès en Egypte (Cunningham 1912 : 92-122, Volait 2005 : 213-216). A la fin du protectorat britannique et dans un contexte capitulaire qui rendait toute nouvelle législation de très longue gestation, l'action publique demeurait donc confinée à des interventions coûteuses dans les tissus existants basées sur une législation désuète de l'alignement (le règlement du *Tanzîm* de 1881) et de l'expropriation (loi de 1906), ou à l'urbanisation des terrains de l'Etat, les seuls où l'administration-proprétaire était en situation d'imposer des cahiers des charges aux constructions.

Pour limités que puissent être de tels outils, le réformateur déterminé pouvait cependant en tirer profit (Mahboub

1934/35 : 289). Le diagnostic porté sur l'urbanisation du Caire amena Mahbûb à proposer 3 différentes stratégies pour en contrôler le développement. La première était de « décréter » un réseau d'artères dans les zones agricoles au nord de la ville, afin de pouvoir réguler au moins partiellement leur futur lotissement, et établir des réserves foncières pour les espaces verts. Une seconde option était de faire évoluer, par la négociation, la législation applicable à l'énorme domaine non encore développé qui avait été concédé à la société d'aménagement d'Héliopolis, afin d'assurer à une grande partie du Caire du futur des normes s'accordant mieux aux principes contemporains de la planification urbaine, en particulier en accroissant la part de l'espace public (réseau viaire et espaces verts) (Mahboub 1934/35 : 296). La troisième proposition de Mahbûb était de réaliser sur la rive gauche du Nil une grande opération résidentielle publique, afin de permettre à nouveau que soient appliquées à une vaste portion du Caire les normes urbanistiques les plus récentes, en faisant acquérir par l'Etat l'énorme domaine d'un seul tenant qu'y possédait le ministère des Waqfs. Le plan d'aménagement de Mahbûb incluait ainsi un plan-masse plus détaillé pour ce secteur, dont le centre devait être occupé par un grand parc central, les limites marquées par une ceinture verte, et une zone entière réservée à l'implantation des clubs sportifs délocalisés de Zamalek, afin d'offrir un second poumon vert à la capitale. Ses tracés étaient commandés par une double hiérarchie des voies : des artères plantées articulées par des rotondes pour la circulation traversante, des voies secondaires incurvées pour la desserte résidentielle. C'est toute la panoplie des attributs de la banlieue-jardin, inspirée par les travaux de Unwin, et par l'urbanisme paysager à l'américaine de Frederic Olmsted et Clarence Stein que l'on retrouve dans cette proposition de Mahbûb, qui était demeuré en contact étroit avec le *Town Planning Institute* dont il était devenu membre à part entière en Août 1924 (*Journal of the Town Planning Institute* 1923/24: 278). D'après les indications portées sur un plan du Caire dressé par ses soins et conservé dans les collections de la Société de Géographie du Caire, il faisait également partie, depuis 1926 au moins, de l'*International Federation for Housing and Town planning*, l'association internationale fondée par Ebenezer Howard en 1913, initialement sous le nom de *Garden cities and Town planning association*, afin de diffuser le modèle de la cité-jardin.

La seconde priorité de Mahbûb était de s'attaquer au « réaménagement et à la reconstruction des zones mal planifiées, insalubres ou taudifiées », existant dans les quartiers de Sayyida Zaynab, Chubrâ et Bûlâq, en commençant par y percer une série de nouvelles artères (Mahboub 1934/35 : 300). La nouvelle loi de l'expropriation promulguée en 1931 devait lui offrir l'opportunité d'aller plus loin sans risque d'encourir le reproche de se lancer dans un « projet utopique », puisqu'elle prévoyait un système de recouvrement des plus-values générées par une opération d'expropriation. Le quartier choisi pour tester et chiffrer un projet de reconstruction complète, basé sur « l'acquisition, la démolition et la reconstruction d'à peu près tous les terrains et bâtiments » (Mahboub 1934/35 : 292, 300) fut celui de Bûlâq, en raison de son extrême congestion et insalubrité :

« Le quartier de Boulac abrite les pires taudis, les catégories les plus « dégradées » de la population, des hordes de mendiants et vagabonds mêlés à des travailleurs et artisans, etc. Sa population est de 140.000 habitants, les conditions de logements sont en bien des lieux déplorablement insalubres, et la majeure superficie de la zone est densément occupée par des bâtiments d'une catégorie et d'une valeur sans commune mesure avec le potentiel foncier du quartier, s'il était aménagé en quartier moderne à fonction commerciale et résidentielle de standing ».

Cela était d'autant plus souhaitable que Bûlâq jouxtait le cœur moderne de la ville et faisait face, de l'autre côté du Nil, à l'un de ses plus beaux quartiers d'habitation (Mahboub 1934/35 : 300).

La « reconstruction totale » de Bûlâq imaginée par Mahbûb révèle une insensibilité à peu près totale à son bâti ancien : seules les mosquées et églises devaient être épargnées, alors que ce quartier d'origine ottomane possédait un patrimoine bien plus riche, incluant en particulier de grands caravansérails, comme des enquêtes ultérieures l'établirent (Hanna 1983). Rien ne devait non plus subsister du réseau viaire existant. Que l'idée d'un modèle viaire « traditionnel » ou « vernaculaire » méritant préservation ait été étrangère à Mahbûb n'a rien pour surprendre ; la notion de « patrimoine urbain » est bien postérieure, en Europe comme en Egypte (Choay 1992). Le regard porté par Mahbûb sur Bûlâq ne saurait pour autant être attribué à l'absence de conscience patrimoniale, non plus qu'à une perception patrimoniale restreinte aux édifices culturels. La présentation de son projet d'aménagement pour Le Caire commence par ces lignes :

« Le Caire [...] possède des traits caractéristiques d'un passé médiéval comme du progrès civique inspiré par la culture moderne de l'Orient et de l'Occident. L'aspect médiéval de cette ville de réputation mondiale est d'un extrême intérêt. Ses innombrables monuments de la civilisation arabe, dont plus de 50 mosquées édifiées entre le X^e et le XV^e siècle, ses divers vestiges historiques, et la disposition proprement primitive de quartiers entiers exhalant l'atmosphère d'un millier d'années de vie orientale en font un objet d'intérêt international pour les archéologues, comme pour les touristes » (Mahboub 1934/35 : 289).

Si l'on sent pointer ici l'étonnement égyptien que suscite toujours la fascination européenne pour les vieux quartiers du Caire, la description qu'il en donne lui-même est positive, et une telle vision n'était alors sans doute pas si répandue, en dehors des cercles gravitant autour du Comité de conservation des monuments de l'art arabe, dont Mahbûb est donné comme membre en 1922 (Darwîch 1924 : 37), puis à nouveau après 1932 (*Comité de conservation...* 1936 : 181). En art comme en littérature, c'était plutôt la campagne qui nourrissait l'imagerie de l'authenticité nationale (Ostle 1995 : 362-364) et les quelques écrits dépeignant le cœur historique du Caire étaient assez peu amènes (Madoeuf 1996 : 5-8). La contribution essentielle de Mahfûz au changement du regard porté sur cette partie du Caire était encore à venir et ses premiers romans, tel *Khân al-Khalîlî* (1946), suggèrent eux-mêmes que l'effendi moyen percevait ses venelles comme des lieux terrifiants, du moins en première approche (Mahfûz 1979: 7-12, 34).

Par sa participation aux travaux du Comité de conservation, Mahbûb ne pouvait donc que valoriser les quartiers riches en monuments, ou à tout le moins être conscient qu'on pouvait y percevoir de la valeur, mais il est manifeste que, dans son esprit, Bûlâq n'appartenait pas à cette géographie-là. La représentation qu'il en avait était gouvernée, non par les traces du passé, mais par une condition présente faite de congestion, dilapidation et pauvreté. Cette image, existant de longue date dans les milieux officiels, connut une postérité certaine : en 1911, des statistiques du *Tanzîm* stigmatisaient déjà Bûlâq comme le quartier le plus surpeuplé du Caire ; dans les années 1940 il était le paradigme de la misère urbaine dans la capitale égyptienne (Volait 2005 : 209, Roussillon 1996 : 23).

La chirurgie radicale que Mahbûb souhaitait mener à Bûlâq n'évaidait pas ses effets sociaux. Son schéma incluait donc des dispositions pour le relogement des populations qui devaient être déplacées. Une grande partie était employée dans les ateliers gouvernementaux situés dans la zone (Chemins de fer, Imprimerie nationale...) ; le relogement pouvait donc être partiellement solutionné par la délocalisation de ces activités à la périphérie du Caire, et la construction d'habitations ouvrières à leur proximité. Pour la population restante, le plan de Mahbûb incluait, en première étape, l'édification d'une cité ouvrière pour 5 000 familles sur des terres agricoles accessibles par pont de l'autre côté du Nil, à Imbaba, afin de conserver la proximité aux lieux d'emploi (Mahboub 1934/35 : 302). Le projet ne négligeait pas non plus la question de sa validité économique. Des calculs furent effectués pour montrer que si un tel plan impliquait un investissement public lourd, une taxation sur les plus-values obtenues en retour pouvait largement le compenser sur le moyen terme, afin de réfuter d'avance la critique de mise à mal des finances nationales (Mahboub 1934/35 : 292, 302).

Une vision isolée ?

Il est difficile de savoir, en l'état actuel de l'historiographie, comment furent reçues les idées de Mahboub. Jusqu'à il y a peu, l'existence même de son plan était inconnue, celui-ci n'ayant été repéré que par le hasard du dépouillement d'une publication confidentielle, le *Journal of the Town Planning Institute*. Curieusement, et bien qu'il s'agisse d'une source originale et bien documentée pour l'histoire du Caire moderne, la référence est absente des grandes bibliographies de la ville. Seul 'Abd al-Rahman Zakî (Zakî 1964 : 8) en cite une version en arabe, insérée dans un compte rendu par Mahbûb du 14^{ème} congrès de l'*International Federation for Housing and Town planning* tenu à Londres en 1935, et qui aurait été publié par ses soins l'année suivante, mais on n'en trouve pas trace dans les catalogues des bibliothèques. L'histoire de l'urbanisme moderne en Egypte, et de façon plus générale la réforme sociale durant la période dite libérale, demeurent par ailleurs des domaines encore assez peu explorés, en dépit d'un renouveau certain de l'historiographie depuis qu' Afaf Marsot avait attiré l'attention en 1977 sur cette phase passionnante de l'histoire égyptienne (Roussillon 1995 : 9-35; Goldschmidt et al. 2005).

Mais cela reste insuffisant pour apprécier, par exemple, la résonance publique que purent avoir les idéaux et propositions d'un Mahbûb, si tant est qu'ils eurent la moindre audience. Gageons à tout le moins que son souci de l'aménagement urbain, de la résorption de l'habitat insalubre ou du logement ouvrier ne pouvait être une marotte purement individuelle, ne serait-ce qu'en raison de ses fonctions ; il exprime une position officielle, traduisant les préoccupations affichées par les Libéraux-Constitutionnels arrivés au pouvoir en 1928 (Mahmûd 1929 : 41, 93-94). Sur le plan strictement urbanistique, le plan de Mahbûb peut être relié à d'autres expressions d'intérêt professionnel pour le domaine de l'aménagement urbain, que l'on peut suivre dans les publications des ingénieurs (Umar 1922) ou dans leurs travaux universitaires. En 1928, l'un des architectes du ministère des Travaux publics envoyés en 1922 en mission scolaire en France, Muhammad Hasanayn Makâwî, choisit de prolonger la formation suivie à l'Ecole spéciale d'architecture par une spécialisation auprès du jeune Institut d'urbanisme de l'Université de Paris, créé par Marcel Poëte et son ami Henri Sellier. Il prépare dans ce cadre un mémoire sur l'aménagement du Caire, sous la direction de l'architecte-urbaniste Louis Bonnier, directeur des services d'architecture de la ville de Paris. Bien qu'aujourd'hui perdu dans sa version originale, son projet peut être connu dans la version arabe qu'il fait publier dix ans plus tard au Caire (Makâwî 1938). Le plan proposé est nettement marqué par l'esthétique et les méthodes de l'art urbain français, tout en présentant des options similaires au plan de Mahbûb, telle l'extension sur la rive gauche du Nil (Makâwî 1938 : 121-122). De même, il s'intéresse de près à Bûlâq, tout en proposant un traitement différent pour ce quartier insalubre et industriel, qui présentait les taux de mortalités les plus élevés du Caire, à savoir un isolement du reste de la ville en l'entourant d'une ceinture verte, puis une délocalisation progressive de ses activités industrielles au sud du Caire, afin de pouvoir le transformer peu à peu en quartier d'habitation (Makâwî 1938 : 83-85). Après avoir reçu la charge de réviser le plan d'aménagement d'Alexandrie (Ilbert 1996 : 536), Muhammad 'Irfân (1889-?), ingénieur de formation anglaise qui dispensait le cours de « Génie municipal » à l'Ecole Polytechnique (Volait 2005 : 417), s'engageait au même moment dans la rédaction d'un projet de loi de l'urbanisme ('Irfân 1929). En 1926, la question de la suppression des « échèches » agitant de même la commission municipale d'Alexandrie (Ilbert 1996 : 390), qui avait décidé de demander une aide financière à l'Etat pour bâtir au moins 5 000 logements économiques (Municipalité d'Alexandrie 1928 : 4).

Il est probable cependant qu'en dehors des cénacles administratifs et professionnels les plus impliqués dans les affaires d'édilité, de telles questions aient peu intéressé l'opinion. L'attention que leur accorde le magazine *al-Handasa* est elle-même marginale, pas même un article entre 1922 et 1932, et de rares références dans les années suivantes. L'essentiel de la publication est centrée sur des problèmes d'électricité ou de construction, ou sur l'architecture islamique, sujet de prédilection de son rédacteur en chef, Mahmûd Ahmad, ingénieur employé par le Comité de conservation des monuments de l'art arabe (*al-Handasa* 1920 (1): 29). L'intérêt de la revue *al-Imâra*,

créée en 1939, est en revanche soutenue et reflète les intérêts de son fondateur Sayyid Karîm (1911-), qui passe pour le premier architecte égyptien à avoir obtenu un doctorat en architecture et urbanisme (de l'École polytechnique de Zurich en 1938) (Volait 1988 : 54, 79, 123-141). Dans les autres sphères intellectuelles, le domaine paraît en revanche peu évoqué. Alors que le fabianisme joua en Grande-Bretagne un rôle influent dans l'émergence de la discipline urbanistique, son principal représentant en Egypte, Salama Musa, n'en dit mot (Jackson 1985 : 9, Egger 1986). Quant à la représentation nationale, on peut spéculer qu'elle avait d'autres priorités ; en 1926, lors de la discussion du budget du *Tanzîm*, un membre du *Maglîs al-Chûrâ*, un certain *chaykh* Hasan °Abd al-Qâdir, fit ainsi valoir que « la construction d'hôpitaux, l'adduction d'eau potable dans les villages et le souci de l'état sanitaire doivent avoir le pas sur l'ouverture et l'élargissement des rues du Caire » (*Annales du Sénat* 1933 : 153). L'accession au trône du roi Farûq en 1936 fut d'ailleurs l'occasion de lancer un ambitieux programme de « Réforme de la campagne égyptienne » afin de tenter de venir à bout des « trois plaies » - pauvreté, illettrisme et maladie - du pays, qui n'eut pas d'équivalent sur le terrain urbain (Volait 1995 : 392-399).

Postérités

Comme c'est souvent le sort des grands projets, le plan de Mahbûb ne fut jamais mis complètement à exécution. Non qu'aucune de ses propositions n'ait été retenue. Le souterrain proposé sous la gare du Caire pour désenclaver Chubrâ fut mis en oeuvre, et un nouveau règlement d'édilité fut effectivement négocié en 1931 avec la compagnie d'Héliopolis ; 48% des terrains des futures extensions y furent réservés à l'espace public et aux espaces verts (Volait 2005 : 316-317). La régulation de la croissance suburbaine du Caire dans sa périphérie nord ne fut en revanche jamais sérieusement envisagée, à en juger par le bourgeonnement ultérieur de lotissements spéculatifs dans la zone, du moins jusqu'à l'adoption de la réglementation si longtemps attendue de la construction (loi n° 52 de 1940). Il en fut sans doute de même pour le projet de rénovation urbaine de Bûlâq. L'aménagement résidentiel de la rive gauche du Nil fut officiellement adopté en 1932, et devait donner naissance à une future « Madina al-Fu'adiyya », qui ne vit cependant pas le jour selon le projet initial (Volait 2005 :320).

Envisagée sur une plus longue durée, la vision de Mahbûb n'en apparaît pas moins avoir exercé une certaine influence. Du moins représente-t-elle une première formulation de certaines des options urbanistiques qui organisèrent le développement du Caire après la Seconde Guerre mondiale - on connaît la prégnance des représentations figurées en urbanisme (Nasr et Volait 2003). Ainsi la conquête de la rive gauche du Nil fut-elle mise en oeuvre, vingt ans plus tard, sous la houlette directe du ministère des Waqfs, qui passa commande d'un nouveau plan de lotissement. La charge en revint cette fois à un des directeurs des travaux de ses services techniques, l'architecte Mahmûd Ryâd (1905-?), qui disposait d'un solide bagage en urbanisme pour avoir suivi le cursus de

« Civic design » à l'Ecole d'architecture de Liverpool, alors la formation spécialisée la plus renommée en Angleterre (Volait 2005 : 416; Hawtree 1981 : 94-96, Crouch 2002).

L'art urbanistique auquel se forma Ryâd ressort explicitement de son mémoire de diplôme, consacré à la rénovation du centre-ville du Caire et appelant à sa reconstruction totale (Riad 1932). Le choix de la zone peut surprendre – on pouvait imaginer d'autres priorités urbanistiques au Caire, mais il est significatif du changement de regard porté sur ce quartier, et d'une attitude plus radicale à l'égard des nécessités de la pratique urbanistique. Pour Ryâd, l'évolution du Caire justifiait pourtant une telle orientation : « Le Caire se développait désormais au hasard avec des résultats funestes : des rues trop étroites, de mauvais alignements, des quartiers congestionnés, des éléments de grande laideur ». De façon générale, la ville se caractérisait par une très mauvaise architecture, à quelques exceptions près – le palais ʿAbdîn, par exemple, d'après l'auteur (Riad 1932 : 8). A voir sa propre proposition, c'est sans doute la monumentalité qui manquait le plus à ses yeux. Son parti fut donc de proposer l'ouverture de larges avenues, avec retraits jardinés, certaines à fonction processionnelle, qui reliaient le palais ʿAbdin à la gare et à un futur parlement à ériger à Gazîra, le long desquelles seraient regroupées les administrations publiques, de façon à former un véritable « civic center ». Le projet de Ryâd incluait en outre le tracé d'une vaste place en exèdre face à la gare, dominée par un obélisque et bordée d'hôtels (Riad 1932 : 8).

Cette approche de l'urbanisme à la manière grandiloquente du mouvement américain du *City Beautiful*, avec compositions axiales et grandes perspectives, se retrouve dans le nouveau plan conçu pour le lotissement des terrains de la rive gauche du Nil, qui devait donner naissance à Madîna al-Awqâf. Lorsque la vente des parcelles fut ouverte en 1948, le projet fut vanté dans la presse professionnelle comme « une ville modèle internationale, alliant la beauté de Vienne à l'élégance de Paris » - le *City Beautiful* était de fait issu de la tradition de composition urbaine enseignée à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, revue et corrigée toutefois par ses élèves américains à l'échelle de leur continent. Il ne devait cependant connaître de succès qu'après que le Syndicat des ingénieurs y ait acquis en 1955 un domaine substantiel pour le logement de ses membres – d'où le nom de *al-muhandisîn*, finalement adoptée pour cette opération imaginée 25 ans plus tôt (Volait 2005 : 345).

Un autre effet induit de la vision de Mahbûb et de son projet de résorption de l'habitat insalubre fut la construction des premières cités de logements économiques du Caire. Si la reconstruction de Bûlâq ne paraît pas avoir été approuvée en son temps, le projet d'édification d'une cité ouvrière à Imbâba se concrétisa, quant à lui. Un plan pour une ville de 6 000 logements ouvriers [*Masâkin al-'ummâl*] fut dressé en 1947 ; une première tranche de 1 106 unités fut inaugurée en 1950, sur les plans de ʿAlî al-Malîgî Masa'ûd, lui aussi de formation anglaise (Volait 2005 : 334-339). Le modèle d'habitat en bande qu'il choisit d'appliquer à Imbâba en porte la marque, même si ce type caractéristique de l'habitat ouvrier britannique était désormais rejeté en Angleterre même en raison de sa

densité. L'opération fut interrompue en 1952, pour être reprise deux ans plus tard par une société du secteur public spécialisée dans la construction d'habitations populaires, selon cette fois un plan plus sophistiqué de cité-jardin, mais avec un type quasi identique d'habitat en bande. Très inhabituelle dans le paysage urbain du Caire, cette cité de Madîna al-Tahrîr fut dupliquée à Helwân et à Hilmiyya al-Zaytûn ; 4 000 maisons individuelles à destination des classes à revenus limités furent ainsi édifiées entre 1954 et 1958. Avec la cité de *Alf maskin* [les 1000 logements], ce furent là les dernières opérations de maisons individuelles financées par l'Etat ; les opérations suivantes, après 1960, virent la généralisation de l'habitat collectif.

A Bûlâq même, enfin, le changement procéda à plus petits pas encore, mais les opérations immobilières qui y sont conduites, l'une après l'autre, depuis deux décennies suggèrent que la tentation d'éradiquer toute trace de son paysage initial n'a jamais vraiment disparu, même si les réalités foncières égyptiennes rendent un tel projet bien plus « utopique » et complexe à mettre en oeuvre que n'avait pu l'imaginer Mahmûd Sabrî Mahbûb.

Références bibliographiques

- °ABD AL-GAWWÂD, Tawfîq Ahmad (1989), *Misr al-'imâra fi al-qarn al-'achrîn*, Le Caire : maktaba al-anglo al-misriyya.
- ABU-LUGHOD, Janet (1971), *Cairo, 1001 Years of the City Victorious*, Princeton: Princeton University Press.
- ALSAYYAD, Nezar, BIERMAN, Irene, et RABBAT, Nasser (dir.) (2005), *Making Cairo Medieval*, Lanham, MD : Lexington Books,
- ANNALES DU SÉNAT (1933), *Procès-verbaux des séances (10 juin 1926-20 septembre 1926)*, Le Caire.
- BARDET, Gaston (1938), « Le Caire, étude analytique et critique », *La vie urbaine*, juillet-août 1938, republié in Gaston BARDET, *Pierre sur pierre*, Paris : LCB, 1946, 56-67.
- BÉCHARD, Emile (1874), *Album photographique comprenant soixante et une vues exécutées d'après les constructions élevées au nouveau Caire sous le règne de SA le khédivé Ismaïl-Pacha*, Paris : A. Le Nègre.
- BERQUE, Jacques et AL-SAKAA, Mustafa (1974), « La Gamâliya depuis un siècle, essai d'histoire sociale d'un quartier du Caire », *Revue d'études islamiques*, vol. XLII, 45-99.
- BOURGEY, André (1991), « La perception de l'Orient arabe par les géographes français », in CEDEJ, *D'un Orient l'autre*, Paris : CNRS, vol. II, 131-142.
- CHOAY, Françoise (1992), *L'allégorie du patrimoine*, Paris : Seuil.
- COMITÉ DE CONSERVATION DES MONUMENTS DE L'ART ARABE (1936), *Procès-verbaux des séances, Exercices 1930-32, XXXVI*, Le Caire : Noury et fils.
- CROUCH, Christopher, *Design Culture in Liverpool 1880-1914 : the Origins of the Liverpool School of Architecture*. Liverpool: Liverpool University Press, 2002.
- CUNNINGHAM, Alfred (1912), *To-day in Egypt*, London: Hurst and Blackett.
- DARWÎCH, Hasan Muhammad (1924), *Al-wizârât al-misriyya fi zill hukm al-'usra al-'alawiyya*, Le Caire : Matba'a al-

ibtihâg

- DEMANGEON, Albert (1935), « Le Caire d'après Marcel Clerget », *Annales de géographie*, XLIV, 15 janvier 1935, p. 86-89.
- DĪWĀN GALĀLA AL-MALIK (1952), *Taqwîm bi-îsmâ' dhawî al-qlqâb wa al-ratib al-madaniyya al-hadîtha min 14 Avrîl 1915 li-ghâyya âwwal sabtambîr 1951*, Le Caire: Al-matba'a al-amîriyya.
- EGGER, Vernon (1986), *A Fabian in Egypt: Salamah Musa and the Rise of the Professional Classes in Egypt, 1909-1939*. Lanham : University Press of America.
- GAUDIN, Jean-Pierre (1985), *L'avenir en plan : technique et politique dans la prévision urbaine, 1900-1930*, Seyssel: Champ Vallon.
- GOLDSCHMIDT, Arthur et al. (2005), *Re-envisioning Egypt (1919-1952)*, Le Caire : AUC Press
- GORST, Eldon (1911), *Reports by His Majesty's Agent and Consul-General on the Finances, Administration, and Condition of Egypt and the Soudan in 1910*, Londres: His Majesty's Stationery Office.
- HANNA, Nelly (1983), *An Urban History of Bûlâq in the Mamluk and Ottoman periods*, Le Caire : Institut français d'archéologie orientale.
- HAWTREE, Martin (1981), "The emergence of the town planning profession", in Anthony Sutcliffe (dir.), *British Town Planning, the Formative years*, Leicester : Leicester University Press, 64-104.
- HEYWORTH-DUNNE, James (1939), *An Introduction to the History of Education in Modern Egypt*, Londres: Luzac & Co.
- HOLID, Renata et EVIN, Ahmet (dir.) (1984), *Modern Turkish Architecture*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- ILBERT, Robert (1996), *Alexandrie, 1830-1930*, Le Caire: Institut français d'Archéologie orientale.
- 'IRFÂN, Muhammad (1929), *Machru'a qânân takhtîl al-mudun*, Le Caire: Matba'a Ramsîs.
- JACKSON, Frank (1985), *Sir Raymond Unwin, Architect, Planner and Visionary*, Londres: Zwemmer.
- MADOEUF, Anna (1996), *Images de la ville ancienne du Caire dans la littérature égyptienne contemporaine*, Supplément à la Lettre d'information n° 43 de l'Observatoire urbain du Caire contemporain, Le Caire: CEDEJ
- MAHBOUB, M. Sabry (1934/35), « Cairo, some notes on its history, characteristics and town plan », *Journal of the Town Planning Institute XXI*: 288-302
- MAHFŪZ, Nagîb (1979), *Khân al-Khalîlî*, Le Caire : Maktaba Misr (1^{ère} édition 1946).
- MAHMŪD, Muhammad (1929), *Al-yad al-qawiyya*, Alexandrie : Matba'a al-Iskandariyya.
- MAKĀWĪ, Muhammad Hassanayn (1938), *Al-taqqadum al-'umrânî li-madîna al-qâhira wa al-mudun al-misriyya al-ukhrâ*, Le Caire: Matba'a misr.
- MARSOT, Afaf Lutfi al-Sayyid (1977), *Egypt's Liberal Experiment : 1922-1936*, Berkeley : University of California Press.
- MARTONNE, Emmanuel de (1934), « Rapport sur la soutenance de thèses de M. Marcel Clerget (7 juillet 1934), daté du 18 juillet 1934 » (dactylographié), Paris, Archives nationales, AJ ¹⁶ 7099
- MILNER, Alfred (1921), « Report of special mission to Egypt », *House of Commons Sessional Papers XLII* : 629-660.

- MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (1927) et (1930), « Décret relatif au passage souterrain de Choubra » ; « Décret relatif à la construction de l'hôpital de l'Université de al-Azhar », Archives nationales du Caire, fonds Abdine, carton 286
- MINISTRY OF EDUCATION (1921), *Final Report of the University Commission*. Le Caire
- MINISTRY OF PUBLIC WORKS (1924), *Annual Report for the year 1920/1921*, Le Caire : Government Press.
- MINISTRY OF PUBLIC WORKS (1936), *Annual Report for the year 1928/1929*, Le Caire : Government Press.
- MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE, *Rapport sur la question des échèches se trouvant dans la ville d'Alexandrie*, Alexandrie : Société de publications égyptiennes.
- NASR, Joe et VOLAIT, Mercedes (dir.) (2003), *Urbanism : Imported or Exported ? Native Aspirations and Foreign Plans*, Chichester : Wiley-Academy/UK.
- OSTLE, Robin (1995), « Literature, Art and National Identity in the Era of Social Reform », in A. Roussillon (dir.), *Entre réforme sociale et mouvement national : identité et modernisation en Egypte (1882-1962)*, Le Caire: CEDEJ, 351-367.
- RAYMOND, André (2004), « French Studies of the Ottoman Empire's Arab Provinces », in *Mediterranean Historical Review*, vol. 19, n°1, juin 2004, 54-72.
- REID, Donald Malcolm (1977), « Education and Career Choices of Egyptian Students, 1882-1922 », *International Journal of Middle East Studies* 8, 349-378.
- RIAD, Mahmoud (1932), *The City of Cairo, Proposed Development Scheme for the Central Area*, Thesis for the diploma course of Town Planning, Liverpool University, School of Architecture, Department of Civic design.
- ROBERTSON, John M. (éd.) (1908), *Letters from an Egyptian to an English Politician upon the Affairs of Egypt*, Londres: Routledge.
- ROUSSILLON, Alain (1995), « La modernité disputée : réforme sociale et politique en Egypte », in A. Roussillon (dir.), *Entre réforme sociale et mouvement national : identité et modernisation en Egypte (1882-1962)*, Le Caire: CEDEJ, 9-35.
- ROUSSILLON, Alain (1996), « 'Comme si la ville était divisée en deux'. Un regard réformiste sur l'urbain en Egypte au tournant des années 1940 », *Genèses* 22, 18-39.
- SÂMÎ, Amîn (1916), *Al-ta'lim fî misr fî sanatay 1914-1915, wa bayân tafsilî li-nashr al-ta'lim al-awwalî wa-l-ibtidâ'î bi-anhâ' al-diyâr al-misriyya*, Le Caire : Matba'a al-ma'ârif
- SÂMÎ, Mahmûd (1922), « Al-gam'iyya wa al-niqâba », *Al-Handasa* 2 (4 &5): 132-146; 196-205.
- SIRRY, Hussein (1933), « City and Town Development », *The Manchester Guardian Commercial*, March 25, 12.
- SUTCLIFFE, Anthony (1981), *Towards the Planned City : Germany, Britain, The United States and France, 1780-1914*, Oxford : Blackwell.
- Taqwîm li-sana* 1929 (1928), Le Caire: Al-matba'a al-amîriyya.
- TIGNOR, Robert (1984), *State, private enterprise and economic change in Egypt, 1918-1952*, Princeton: Princeton University Press.
- TOPALOV, Christian (1989), « L'urbanisme comme mouvement social : militants et professionnels du City planning

aux Etats-Unis (1909-1917) », *Annales de la Recherche urbaine* 44-45, 139-154.

'UMAR, Ismâ'il (1922), « Takhtît al-mudun », *Al-Handasa* 2 (3), 109-114

UNWIN, Raymond (1926), « Redevelopment : Nature and Scope of Control Necessary », *Journal of the Town Planning Institute* XII : 181-191.

VOLAÏT, Mercedes (1988), *L'architecture moderne en Egypte et la revue al-'imara (1939-1959)*, Cairo : CEDEJ.

VOLAÏT, Mercedes (1994), « Une opération exemplaire dans le centre historique du Caire : les immeubles Chawikar (1938-1940) », in *Activités et sociétés urbaines dans l'empire ottoman*, Daniel Panzac et André Raymond (dir.), Paris : CNRS éditions, 375-415.

VOLAÏT, Mercedes (1995), « Réforme sociale et habitat populaire : acteurs et formes (1848-1964) ». in A. Roussillon (dir.), *Entre réforme sociale et mouvement national : identité et modernisation en Egypte (1882-1962)*, Le Caire : CEDEJ, 379-409 ;

VOLAÏT, Mercedes (2005), *Architectes et architectures de l'Egypte moderne (1830-1950): genèse et essor d'une expertise locale*, Paris : Maisonneuve et Larose.

YERASIMOS, Stéphane (2004), « Urbanistes sans urbanisme : le cas de la Turquie », in Taoufik SOUAMI (dir.), *Cultures et milieux urbanistiques dans le Sud de la Méditerranée*, Paris : LTMU, 9-46

ZAKI, Abd el-Rahman (1964), *A bibliography of the literature of the city of Cairo*, Cairo: Société de géographie d'Egypte.

Illustrations :

1. Habitations ouvrières de Tall Ma'mal al-Barûd, 1929

Source : Le Caire, archives de l'Administration des chemins de fer

2. Projet de lotissement public sur la rive gauche du Nil

Source : Mahboub 1934/35 : 299

3. Etude pour la reconstruction de Bûlâq

Source: Mahboub 1934/35 : 301

4. Plan pour le centre-ville du Caire, 1932

Source: Riad 1932

(Reproduction M. Volait)

5. Plan pour Madîna al-Awqâf, 1948

Source: Magalla al-muhandisîn , 1948, 4(2) : 2

(Reproduction M. Volait)

6. Maisons jumelées à Imbaba

(Cliché M. Volait)

7. Une rangée de maisons à Madîna al-Tahrîr

(Cliché M. Volait)